

Ensemble  pour vaincre
la pauvreté
Overcoming Poverty Together

La Société d'inclusion économique et sociale

Rapport annuel 2015-2016



Rapport annuel 2015-2016

Publié par
La Société d'inclusion économique et sociale (SIES)
Place Kings
440, rue King – pièce 423
Case postale 6000
Fredericton (Nouveau-Brunswick)
E3B 5H1
Canada
<http://www.gnb.ca/pauvreté>

Octobre 2016

IMPRIMÉ (bilingue) : ISBN 978-1-4605-1147-3
PDF (français) : ISBN : 978-1-4605-1148-0
PDF (anglais) : ISBN : 978-1-4605-1149-7

10836 Imprimé au Nouveau-Brunswick

Lettres d'accompagnement

Octobre 2016

Du ministre à la lieutenante-gouverneure

L'honorable Jocelyne Roy Vienneau
Lieutenante-gouverneure du Nouveau-Brunswick

Madame la Lieutenante-gouverneure,

Conformément au paragraphe 28(1) de la *Loi sur l'inclusion économique et sociale*, j'ai l'honneur de vous présenter, à titre de ministre responsable de la Société d'inclusion économique et sociale du Nouveau-Brunswick, le rapport annuel des activités de la Société pour la période du 1^{er} avril 2015 au 31 mars 2016.

Je vous prie de recevoir, Madame la Lieutenante-gouverneure, l'assurance de ma très haute considération.,



L'honorable D^r Ed Doherty, M.D.
Ministre responsable de la Société d'inclusion économique et sociale du Nouveau-Brunswick

Du directeur général au ministre

L'honorable D^r Ed Doherty
Ministre responsable de la Société d'inclusion économique et sociale du Nouveau-Brunswick

Monsieur,

Je suis heureux de vous soumettre le rapport annuel de la Société d'inclusion économique et sociale du Nouveau-Brunswick pour l'exercice financier du 1^{er} avril 2015 au 31 mars 2016.

Veillez agréer, Monsieur le ministre, l'expression de mes sentiments distingués.



Stéphane Leclair
Directeur général

Table des matières

Message du ministre	1
Message des coprésidents.	3
Coordonnées	5
Mandat.	6
Contexte historique	7
EVP2 2014-2019	8
Comité consultatif de la SIES	9
Réseaux d'inclusion communautaire (RIC).	10
Progrès des 28 mesures prioritaires	23
<i>Campagne Petits gestes, grande contribution.</i>	25
Participation de la SIES à des rencontres et conférences	26
Résumé des activités de recrutement.	29
Faits saillants des activités	30
États financiers	33

Message du ministre

À titre de ministre responsable de la Société d'inclusion économique et sociale du Nouveau-Brunswick (SIES) et de la réduction de la pauvreté, je fais un retour sur la dernière année avec un sentiment de fierté et du devoir accompli.

Pour de nombreuses personnes et familles de la province, vivre dans la pauvreté est une réalité quotidienne.

Le gouvernement du Nouveau-Brunswick, ainsi que de nombreux Néo-Brunswickois, reconnaissent que la réduction de la pauvreté est l'affaire de tous : personnes vivant dans la pauvreté, les organismes sans but lucratif, le secteur des affaires et le gouvernement. Nous croyons qu'il est de notre devoir collectif d'aborder cette question. Grâce à la coopération entre gouvernements, entreprises, secteur sans but lucratif, personnes vivant dans la pauvreté et citoyens à titre individuel, tous les hommes, femmes et enfants du Nouveau-Brunswick disposeront des ressources nécessaires pour répondre à leurs besoins fondamentaux tout en vivant dans la dignité et la sécurité et en bonne santé. De plus, tous les Néo-Brunswickois devraient être inclus en tant que citoyens à part entière grâce à des possibilités d'emploi, de développement personnel et d'engagement communautaire.

En janvier 2016, la SIES a participé à l'organisation du Sommet sur l'inclusion économique à Saint John, dans le cadre d'une série de sommets sur les possibilités mis de l'avant par le Secrétariat du Conseil de l'emploi. Les sommets ont rassemblé des citoyens, des représentants du milieu universitaire, des groupes de défense, des artistes, des gens d'affaires, des Premières Nations, des associations industrielles, des organismes sans but lucratif, des entreprises de démarrage, des syndicats, des jeunes, et de divers ordres de gouvernement afin de trouver de nouvelles possibilités de création d'emplois et de croissance économique dans la province.

Le Sommet sur l'inclusion économique avait pour objectif de discuter de l'inclusion économique et sociale de tous les Néo-Brunswickois dans l'économie de la province. On a demandé aux 90 participants du sommet de réfléchir à l'avenir de l'inclusion économique.

Les possibilités et conditions suivantes ont été identifiées durant le sommet :

- Réforme de l'aide sociale
- Croissance de l'entreprise sociale
- Nouveau modèle d'embauche (progressif) – Renforcer les employeurs
- Soutien de transition pour l'acquisition des compétences et l'emploi
- Système simplifié facilitant l'accès aux services
- Services de garde d'enfants de qualité, abordables et accessibles
- Rapprocher les employés des employeurs par le transport pour qu'ils puissent rester dans leur collectivité
- Sécurité alimentaire, accessibilité et abordabilité

Vous trouverez plus de renseignements au sujet du sommet dans le [Rapport sommaire du Sommet sur les possibilités d'inclusion économique](#).

Parmi les autres réalisations du gouvernement du Nouveau-Brunswick en 2015-2016, en matière de réduction de la pauvreté on retrouve la création du Fonds d'emploi pour les jeunes qui offre aux jeunes de 18 à 29 ans la possibilité de développer leurs habiletés; l'établissement d'un Conseil sur le vieillissement, dans le cadre d'une stratégie sur le vieillissement; le Programme d'aide pour l'énergie domestique afin d'aider les familles du Nouveau-Brunswick à faire face aux coûts élevés de l'énergie; la Prestation du Nouveau-Brunswick pour personnes âgées à faible revenu pour aider les résidents parmi les plus vulnérables de la province; l'annonce de la hausse du salaire minimum le 1^{er} avril 2016; et les efforts visant à engager les Néo-Brunswickois à faire avancer l'équité salariale.

J'ai à cœur l'inclusion économique et sociale tout en améliorant la qualité de vie de tous les Néo-Brunswickois. Et notre premier ministre partage cette passion.

Je suis persuadé qu'ensemble, nous pouvons améliorer la situation de nombreux Néo-Brunswickois aux prises avec des défis en matière d'inclusion sociale et économique.

A handwritten signature in black ink, appearing to read 'E.J. Doherty', with a stylized flourish at the end.

L'honorable D' E.J. Doherty
Ministre responsable

Message des coprésidents

Quelle année nous avons connue en 2015-2016 à la Société d'inclusion économique et sociale du Nouveau-Brunswick (SIES).

L'un des faits marquants de la SIES au cours de la dernière année a sans contredit été la publication, en juin 2015, de *L'impact du plan d'inclusion économique et sociale du Nouveau-Brunswick 2009-2014*. Ce rapport explique les mesures et les initiatives qui ont fait partie d'*Ensemble pour vaincre la pauvreté : Le plan d'inclusion économique et sociale du N.-B. (EVP1)*. Le rapport présente des faits saillants sur le plan, l'évolution des 12 indicateurs de rendement, des histoires de réussite racontées par les 12 réseaux d'inclusion communautaire et un résumé des 22 actions prioritaires à la base du plan. Le rapport fait état des nombreux progrès réalisés dans le cadre d'EVP1 ainsi que des secteurs où davantage d'efforts devront être déployés collectivement afin de rehausser la qualité de vie de certains Néo-Brunswickois.

C'est dans le quotidien que l'on remarque, en 2015-2016, une progression fulgurante du nombre de citoyens qui sont passés de la parole à l'action en relevant le défi d'engagement en vue de renforcer les capacités de leurs communautés. Par exemple, plus de 20 000 personnes se sont mobilisées dans les divers projets mis en œuvre à travers la province dans le cadre d'*Ensemble pour vaincre la pauvreté*. Le rapport *L'impact du plan d'inclusion économique et sociale du Nouveau-Brunswick 2009-2014* révèle que près de 45 000 personnes avaient participé aux activités du plan EVP1 de 2009 à 2014.

Ces résultats sont le fruit du travail acharné des douze réseaux d'inclusion communautaire (RIC) créés dans le cadre d'EVP. Les RIC sont au cœur de la sensibilisation et de la mobilisation de leurs collectivités respectives. Ils établissent des partenariats avec des organismes locaux et les soutiennent dans l'élaboration et la mise en œuvre de leurs projets communautaires. De nombreux organismes reconnaissent et appuient les démarches en cours en arrimant leurs propres stratégies et initiatives avec le plan provincial.

Le programme *De beaux sourires et une bonne vision*, établi en 2012, continue d'offrir des services de soins dentaires et de la vue aux enfants âgés d'au plus 18 ans de familles à faible revenu. Le programme des soins de la vue couvre les services de base comme les examens annuels ainsi que les lentilles et les montures. Le programme de soins dentaires couvre les services de base, y compris les examens habituels, les radiographies, les extractions et certains traitements préventifs. Les enfants inscrits au ministère du Développement social sont automatiquement inscrits au programme. Les enfants de familles à faible revenu peuvent également bénéficier de ce programme. D'ailleurs, ce programme fait l'objet de promotion par l'intermédiaire des RIC et d'autres organismes concernés. Au 31 mars 2016, 17 150 enfants étaient inscrits au programme.

En avril 2015, les travaux du Comité consultatif sur les systèmes de transport en milieux ruraux et urbains ont commencé. Ce comité, composé d'experts en matière de transport et de déplacement de personnes, et de représentants gouvernementaux et communautaires, a pour but d'élaborer une stratégie globale de transport pour la province, ainsi que de

promouvoir et de soutenir les réseaux de transport communautaires afin d'offrir un accès accru aux services essentiels, de favoriser le développement des entreprises locales et régionales, et d'améliorer la qualité de vie en général dans les milieux ruraux et urbain.

La SIES a organisé une campagne de sensibilisation à l'échelle de la province : *Petits gestes, grande contribution*. La campagne, qui s'est déroulée du 23 novembre au 4 décembre, avait pour but d'inspirer les Néo-Brunswickois en les invitant à prendre des photos de petits gestes de bénévolat, à les partager dans les médias sociaux et à encourager leurs amis, les membres de leur famille ainsi que leurs réseaux sociaux à en faire de même.

Des personnes de divers horizons ont accepté de poser des gestes simples dans les domaines de l'alphabétisation, de la sécurité alimentaire et des transports et de lancer le défi à d'autres personnes de leur entourage. Nous remercions les nombreux participants à cette initiative.

En terminant, nous désirons remercier les membres du conseil d'administration de la SIES. Ces femmes et ces hommes de partout dans la province représentent les quatre secteurs d'activités. Tout comme les représentants des RIC, ils consacrent de nombreuses heures de leur précieux temps à l'amélioration de la qualité de vie d'un grand nombre de Néo-Brunswickois. Ils sont appuyés au quotidien par une équipe petite, mais efficace d'employés de la SIES. Nous sommes reconnaissants de leurs efforts et de leur dévouement. Nous espérons que nous pourrons continuer de compter sur l'appui de tous les intervenants et citoyens du Nouveau-Brunswick pour mener à bien ce projet de société innovateur et unique.

Les coprésidents

Monique Richard

Roger Martin

D'Ed Doherty, ministre responsable

Coordonnées

La Société d'inclusion économique et sociale

Place Kings
440, rue King – pièce 423
C.P. 6000 Fredericton, NB
E3B 5H1

Téléphone : 506-444-2977 Sans frais : 1-888-295-4545

Télécopieur : 506-444-2978

Courriel : esic-sies@gnb.ca

Site web : www.gnb.ca/pauvreté

Équipe de la SIES

Stéphane Leclair, directeur général
Althea Arsenault, gestionnaire du développement des ressources
Marc Gosselin, coordonnateur
Scott MacAfee, coordonnateur
Marie-Ève Grégoire, adjointe administrative
Poste vacant, coordonnateur

Conseil d'administration de la SIES

(au 31 mars 2016)

Président

Vacant

Coprésidents

Monique Richard – citoyens, Saint-Ignace
Roger Martin – secteur sans but lucratif, Miramichi
Hon. Ed Doherty – ministre responsable de la SIES,
Saint John

Citoyens ayant vécu ou vivant en pauvreté

Juanita Black – Saint John
Ginette Little – Fredericton
Jennifer Melanson – Upper Coverdale
Angel Michaud – Perth-Andover
Beverly Wilcox – Bathurst
Deux postes vacants

Secteur sans but lucratif

Haley Flaro – Fredericton
Brenda Murphy – Grand Bay-Westfield
July Synott – Goodwin Mill
Un poste vacant

Secteur des affaires

Joanna Bernard – Edmundston
Nick Ganong – St. Stephen
Brian McCain – Florenceville-Bristol
Un poste vacant

Gouvernement provincial

L'hon. Francine Landry – ministre de l'Éducation
postsecondaire, de la Formation et du Travail, Edmundston
L'hon. Cathy Rogers – ministre du Développement social,
Moncton
L'hon. Serge Rousselle – ministre de l'Éducation et
Développement de la petite enfance, Tracadie

Opposition

Dorothy Shephard – députée, Saint John Lancaster

Mandat

Prévenir et réduire la pauvreté au Nouveau-Brunswick sont des enjeux des plus complexes. Les causes et les conséquences sont nombreuses, et il n'existe aucune solution universelle qui permette de prévenir ou d'éradiquer la pauvreté. Peu importe la définition utilisée pour caractériser la pauvreté, tous s'entendent pour dire qu'il s'agit d'un enjeu sur lequel chacun doit se pencher. La collaboration de chaque membre de notre société est indispensable pour que chaque Néo-Brunswickois ait l'occasion d'atteindre son potentiel.

C'est à la suite d'un vaste processus d'engagement par le biais de dialogues publics avec les Néo-Brunswickois de tous les milieux que le premier plan de réduction de la pauvreté de la province, *Ensemble pour vaincre la pauvreté : Le Plan d'inclusion économique et sociale du Nouveau-Brunswick 2009-2014 (OPT1)*, a été élaboré. La Société d'inclusion économique et sociale (SIES) a été établie pour mettre en œuvre et gérer cette façon unique d'aborder la question de la pauvreté au Nouveau-Brunswick.

La Société d'inclusion économique et sociale a été établie afin :

1. d'assurer la mise en œuvre et l'évaluation du plan provincial Ensemble pour vaincre la pauvreté (EVP) ainsi que l'élaboration et l'adoption de tout autre plan d'inclusion économique et sociale;
2. de coordonner et d'appuyer les réseaux d'inclusion communautaire dans l'élaboration de leurs plans locaux et la réalisation des objectifs du plan provincial énoncés dans leurs plans locaux;
3. de gérer le Fonds de l'inclusion économique et sociale créé en vertu de l'article 29 de la *Loi sur l'inclusion économique et sociale*;
4. d'exercer les autres activités ou fonctions qu'autorisent ou exigent la présente loi ou les règlements ou qu'ordonne le lieutenant-gouverneur en conseil.

De plus, la *Loi sur l'inclusion économique et sociale* stipule qu'un nouveau plan d'inclusion économique et sociale doit être élaboré et adopté à tous les cinq ans par l'entremise d'un processus d'engagement public conduit par la Société. Un deuxième plan, *Ensemble pour vaincre la pauvreté : Le Plan d'inclusion économique et sociale du Nouveau-Brunswick 2014-2019 (OPT2)* a été adopté et s'appuie sur le succès d'EVP1.

La SIES est dirigée par un conseil d'administration. Des rencontres du conseil d'administrations ont eu lieu à quatre reprises en 2015-2016. Conformément à la *Loi sur l'inclusion économique et sociale*, le conseil s'est chargé d'administrer les activités et les affaires de la Société, y compris les finances, les opérations, l'établissement de politiques et la surveillance des progrès réalisés dans le plan.

Contexte historique

En octobre 2008, le gouvernement provincial a annoncé une initiative d'engagement du public qui offrait à la population du Nouveau-Brunswick la possibilité de participer aux efforts de réduction et de prévention de la pauvreté. Le gouvernement a décidé de faire participer toute la population à la recherche de solutions aux problèmes économiques et sociaux rattachés à la pauvreté.

Au terme d'un processus de consultation exhaustif entrepris auprès d'environ 2 500 participants représentant les personnes vivant ou ayant vécu dans la pauvreté, des représentants du secteur sans but lucratif, du gouvernement provincial et de l'opposition officielle, EVP1 a été élaboré et adopté.

La Société d'inclusion économique et sociale (SIES) a ensuite été créée pour incuber, promouvoir et diriger le plan. L'Assemblée législative du Nouveau-Brunswick a adopté la *Loi sur l'inclusion économique et sociale* pour soutenir le plan et les efforts de la SIES dans la mise en œuvre de ce plan.

Cette loi précise qu'un nouveau plan d'inclusion économique et sociale doit être adopté tous les cinq ans à la suite d'un processus de consultation du public mené par la SIES. À l'automne 2013, la SIES a entrepris une deuxième série de dialogues publics. Cet engagement de la population a mené à la création du deuxième plan, *Ensemble pour vaincre la pauvreté 2014-2019 (EVP2)*.

Vision

Grâce à la coopération des gouvernements, des entreprises, du secteur sans but lucratif, des personnes vivant dans la pauvreté et des citoyens à titre individuel, tous les hommes, femmes et enfants du Nouveau-Brunswick disposeront des ressources nécessaires pour répondre à leurs besoins fondamentaux tout en vivant dans la dignité, la sécurité et en bonne santé. De plus, tous les Néo-Brunswickois devraient être inclus en tant que citoyens à part entière, grâce à des possibilités d'emploi, de développement personnel et d'engagement communautaire.

Présentation et responsabilité

Les membres présents au forum final ont convenu que le succès de l'initiative de réduction de la pauvreté repose sur la reconnaissance que tous les citoyens et secteurs de la société doivent jouer un rôle clé dans la réduction de la pauvreté. Il existe un engagement à poursuivre ce partenariat à l'intérieur d'un modèle de gouvernance qui comporte les éléments suivants :

1. Des réseaux d'inclusion communautaire économique et sociale sont formés à l'échelle locale et se composent de représentants des personnes vivant dans la pauvreté, du secteur sans but lucratif, du secteur des affaires et du gouvernement.
2. Un conseil provincial d'inclusion économique et sociale composé de représentants du gouvernement (ministres et sous-ministres), du secteur communautaire, des entreprises et des personnes à faible revenu, et présidé par quatre coprésidents.
3. Une unité de coordination qui fournit un soutien en matière de coordination et d'administration au conseil provincial et aux réseaux d'inclusion communautaire.

EVP2 2014-2019

La *Loi sur l'inclusion économique et sociale* du Nouveau-Brunswick stipule qu'un nouveau plan d'inclusion économique et sociale doit être adopté tous les cinq ans à la suite d'un processus d'engagement public mené par la SIES. Le processus EVP2, s'est déroulé à l'automne 2013 en collaboration avec les RIC et comprenait les étapes suivantes :

- Cueillette des commentaires lors des dialogues publics, des rencontres avec les intervenants régionaux et provinciaux, et en ligne;
- Analyse de l'information et élaboration du plan;
- Étude et approbation par le conseil d'administration de la SIES.

Près de 750 personnes ont participé aux séances de dialogue public tenues dans douze régions de la province. Une cinquantaine d'organismes communautaires ont soumis un mémoire ou pris part à des rencontres à l'intention d'organismes régionaux et provinciaux. Près de 500 commentaires ont été reçus en ligne.

L'ensemble du processus a permis de recueillir près de 5 000 commentaires. Cette rétroaction a mené à l'élaboration de 28 mesures prioritaires qui reflètent la teneur des discussions. Ces actions sont au cœur du plan et ont été regroupées dans les quatre piliers définis plus loin.

Le conseil de la SIES a approuvé le nouveau plan au printemps 2014, qui a été dévoilé lors d'une conférence de presse en mai 2014. La mise œuvre du plan a débuté à la fin de 2014.

EVP2 met l'accent sur le renforcement des capacités des communautés. Ce plan reconnaît que chaque personne et communauté joue un rôle dans la promotion de

l'inclusion économique et sociale, et invite à donner aux communautés le pouvoir de lutter contre la pauvreté et d'autres problèmes du Nouveau-Brunswick.

Dans l'esprit du premier plan d'inclusion économique et sociale, les efforts sont maintenus afin de favoriser l'inclusion économique et sociale et réduire la pauvreté de l'ensemble de la population du Nouveau Brunswick en renforçant les capacités de chaque communauté et en facilitant la collaboration des partenaires des quatre secteurs. L'accent est maintenu sur la réduction de la pauvreté monétaire de 25 p. 100 et la pauvreté monétaire extrême de 50 p.100.

Mesures prioritaires

Le plan comprend 28 mesures prioritaires, réparties en quatre piliers :

- **Pilier 1** : Renforcement des capacités des communautés, notamment des mesures visant le soutien au développement communautaire, la communication et le réseautage, et le bénévolat.
- **Pilier 2** : Apprentissage, notamment des mesures visant l'éducation des enfants et des jeunes, et l'éducation, la formation et la préparation au marché du travail à l'intention des adultes.
- **Pilier 3** : Inclusion économique, notamment des mesures visant la participation au marché du travail et l'activité économique.
- **Pilier 4** : Inclusion sociale, notamment des mesures visant la sécurité alimentaire et la disponibilité d'aliments sains, le logement et le transport.

Une mesure du premier plan qui n'a pas été menée à terme se poursuit dans le deuxième plan jusqu'à ce qu'elle soit achevée.

Pour plus de renseignements :

[*Ensemble pour vaincre la pauvreté : le plan d'inclusion économique et sociale du Nouveau-Brunswick \(2014-2019\).*](#)

Comité consultatif de la SIES

Comité consultatif sur les systèmes de transport ruraux et urbains

L'inclusion sociale comprend des actions visant la sécurité alimentaire et l'accessibilité à des aliments sains, le logement et le transport. C'est dans l'esprit de ce pilier qu'un comité consultatif a été établi pour se pencher sur les deux mesures en matière de transport faisant partie des 28 mesures prioritaires d'EVP2 :

- Élaborer une stratégie exhaustive de transport rural et urbain pour la province.
- Promouvoir et soutenir des systèmes de transport communautaires de rechange.

Mandat

Le mandat du comité consultatif sur les systèmes de transport ruraux et urbains est le suivant :

Élaborer une stratégie exhaustive de transport rural pour la province; et élaborer une stratégie exhaustive de transport urbain pour la province.

Les deux stratégies seront orchestrées en partenariat avec des systèmes de transport communautaires de rechange qui offrent un accès accru aux services essentiels, favorisent la création d'entreprises locales et régionales et améliorent la qualité de vie générale des zones rurales et urbaines.

Reddition de compte

Le comité consultatif relève du conseil d'administration de la Société d'inclusion économique et sociale.

Les travaux du comité consultatif ont débuté en avril 2015.

Membres

La composition du comité est multisectorielle. Les quatre secteurs partenaires, soit le milieu des affaires, le gouvernement, les organisations sans but lucratif et les citoyens, y sont représentés. Les membres ont été sélectionnés en fonction de leur expertise pour ce qui est des enjeux sur le transport au Nouveau-Brunswick, surtout ceux qui se rapportent aux personnes qui vivent dans la pauvreté ou avec un handicap. Ces membres agissent dans les intérêts supérieurs de tous les Néo-Brunswickois en proposant des possibilités afin de régler les problèmes liés au transport.

- Yves Bourgeois, président
- Ross Alexander;
- Gérard Belliveau;
- Stan Choptiany;
- Haley Flaro;
- Germaine Guimond;
- Trevor Hanson;
- Manon Landry-Pitre;
- Roger Martin;
- Frank McCarey;
- Jamie O'Rourke;
- Aurore Thériault;
- Richard Beauregard, membre de soutien non permanent, ministère des Transports et de l'Infrastructure
- Scott MacAffee, personnel de la SIES

Réseaux d'inclusion communautaire (RIC)

La *Loi sur l'inclusion économique et sociale* établit le cadre de référence pour la mise sur pied de réseaux d'inclusion communautaire (RIC) soit de façon indépendante, soit avec l'appui d'organismes à vocation communautaire déjà en place. Les RIC ont pour but de cerner, dans le cadre d'une démarche coopérative, les enjeux et priorités régionaux en matière de pauvreté, et d'élaborer et de mettre en œuvre un plan régional de réduction de la pauvreté qui est en harmonie avec cette loi (*EVP1* et *EVP2*).

Les RIC sont au cœur du renforcement des capacités des collectivités, et ils contribuent à rehausser le niveau de mobilisation grâce à la portée des efforts collectifs et de la collaboration. Ils jouent un rôle de coordination avec les organismes locaux et les appuient dans l'élaboration et la mise en œuvre des divers projets communautaires qui font la promotion de l'inclusion économique et sociale dans le but de réduire la pauvreté. Les RIC ont favorisé l'avènement d'un nouveau modèle d'inclusion économique et sociale. Au lieu de s'en remettre aux divers paliers de gouvernement pour éliminer la pauvreté, la SIES, en partenariat avec les RIC, a permis aux collectivités et aux particuliers de participer et de contribuer à la réduction de la pauvreté au Nouveau-Brunswick.

La SIES et les 12 RIC ont tenu six réunions conjointes au cours de l'exercice 2015-2016. Ces rencontres leur ont donné l'occasion d'échanger de l'information, des connaissances, des ressources et des pratiques exemplaires.



Portrait provincial	Exercice 2015-2016
Nombre de réunions sur la réduction de la pauvreté	310
Nombre de personnes mobilisées	22 312
Valeur des projets au sein des collectivités (y compris le financement de la SIES)	4 398 731,51 \$
Valeur des contributions des collectivités	3 171 288,01 \$
Pourcentage d'investissement par les collectivités	72,1%

Remarque : Ce tableau reflète les projets qui bénéficiaient d'un financement de la SIES. Les RIC ont participé à d'autres projets de développement communautaires qui ne recevaient pas de soutien financier de la SIES.

Les projets financés par la SIES suscitent l'engagement communautaire, qui se traduit par différentes formes de participation telles que l'aide financière, les dons en nature et le bénévolat. Le pourcentage d'investissement communautaire par projet témoigne de cet engagement communautaire.

Voici les projets qui ont été entrepris par les RIC en 2015-2016 et qui ont reçu du financement de la SIES :

Région 1

Coopérative Réseau d'inclusion communautaire Westmorland-Albert Itée

Collectivités desservies :

Grande région de Moncton, comté de Westmorland et comté d'Albert

Investissement de la SIES dans les projets en 2015-2016 :

128 225 \$

Total des contributions par la collectivité :

526 896 \$

Valeur totale des projets :

655 121 \$

Pourcentage de l'investissement de la collectivité :

80 %

Nombre de participants :

2 350

Projets financés par la SIES en 2015-2016 :

- Rural Rides – Programme de chauffeur-bénévole de la région de Petitcodiac.
- Rénovation de la cuisine d'Elgin – Rénovation d'une cuisine à des fins d'éducation communautaire.
- Rénovation de la cuisine du club des garçons et filles – Rénovation de la cuisine du club afin d'accroître les services et offrir des cours de sécurité alimentaire.
- Agrandissement de la cuisine communautaire du marché municipal de Moncton – Agrandissement de l'espace actuel pour le convertir en classe de cuisine.
- Élargissement du service de porte-à-porte de Westmorland-Albert – Réunir tous les fournisseurs de transport du sud-est dans le but de coordonner et accroître les services actuels.
- Programme Recyclo-Vélo – Programme de réparation de vieilles bicyclettes pour les remettre à des personnes ayant un faible revenu. Le programme offre également des cours d'entretien de base.
- Programme de boîtes d'aliments pour le comté rural d'Albert – Programme d'achat d'aliments en vrac pour une meilleure sécurité alimentaire.
- Accroître l'efficacité énergétique des maisons dans Tantramar – Renforcement des capacités des propriétaires de maison ayant un faible revenu dans le but d'acquérir des compétences et des connaissances en matière de chauffage domestique.
- Rural Rides – Programme de chauffeur-bénévole de la région de Petitcodiac.
- Expérience, aptitudes et littératie grâce au développement d'affaire coop – Mentorat et développement entrepreneurial.
- Tele-Drive, comté d'Albert – Programme de chauffeur-bénévole du comté d'Albert.
- Projet de jardin intergénérationnel.

Région 2

Vibrant Communities Saint John and Sussex

Organisme(s) d'accueil :

Business Community Anti-Poverty Initiative (BCAPI) et le réseau d'inclusion communautaire *Vibrant Communities Saint John*

Collectivités desservies :

Grande région de Saint John, Sussex, Queens Est et Kings Est

Investissement de la SIES dans les projets en 2015-2016 :

106 700 \$

Total des contributions par la collectivité :

348 085 \$

Valeur totale des projets :

454 785 \$

Pourcentage de l'investissement de la collectivité :

77 %

Nombre de participants :

9 978

Projets financés par la SIES en 2015-2016 :

- Coalition du développement de la petite enfance de Saint John – Poursuite de la programmation d'EVP dans six quartiers prioritaires afin de préparer les élèves à l'école.
- Prendre contact avec les familles – Atelier réunissant parents et fournisseurs de services afin de mieux saisir les défis et occasions en matière de soutien aux enfants.
- Programme *Learn and Go : Working for Change* – Programme de développement du leadership à l'intention des personnes vivant dans la pauvreté.
- Southwest NB Transit Authority Inc.: dernière étape de l'élaboration – Unification des services de transport traditionnels et de rechange en un seul service.
- Programme *Achieve Literacy* du grand Saint John – Appui à l'objectif d'un taux de littératie de 90 pour cent chez les jeunes de Saint John, en fournissant des livres adaptés aux enfants et en offrant des ateliers aux parents afin de favoriser de meilleurs résultats en lecture.
- Programme *Saint John Learning Exchange* – Évolution du programme actuel de transition au travail vers une expérience de travail rémunérée afin d'appuyer les efforts de rétention des aptitudes.

Région 3

Réseau d'inclusion communautaire de la région de Fredericton

Organisme(s) d'accueil :

Greater Fredericton Social Innovation Inc.

Collectivités desservies :

Fredericton, York South, Tracy, Oromocto, Gagetown, Sunbury County, Queens North, Minto et Chipman

Investissement de la SIES dans les projets en 2015-2016 :

139 715 \$

Total des contributions par la collectivité :

553 380 \$

Valeur totale des projets :

699 745 \$

Pourcentage de l'investissement de la collectivité :

79 %

Nombre de participants :

3 331

Projets financés par la SIES en 2015-2016 :

- Programme Children Matter à Chipman.
- Initiative de serre Feed the Lions.
- Coordination des groupes de chauffeurs porte-à-porte – Regroupement de 10 groupes de la province afin de créer un cadre de travail commun pour la prestation de services.
- Programme Healthy Meals for Hungry Minds – Mise à niveau sécuritaire d'une cuisine scolaire afin que des groupes de bénévoles puissent fournir des repas sains aux enfants affamés.
- Programme de nutrition Grown by Nature de la valley de la Nashwaak - Mise à niveau sécuritaire d'une cuisine scolaire afin que des groupes de bénévoles puissent fournir des repas sains aux enfants affamés.
- Programme Healthy Learners à l'école de l'avenue Chipman Forest – Mise à niveau sécuritaire d'une cuisine scolaire afin que des groupes de bénévoles puissent fournir des repas sains aux enfants affamés.
- Bâtir les capacités, bâtir la communauté bénévole – Activités visant à attirer, apprécier et retenir les bénévoles dans la grande région de Fredericton.
- Programme fantastique et délicieux de nutrition – Mise à niveau sécuritaire d'une cuisine scolaire afin que des groupes de bénévoles puissent fournir des repas sains aux enfants affamés.
- Projet Makerspace – Mentorat, apprentissage et inclusion – Appui à l'apprentissage communautaire dans un lieu commun, par le biais de la collaboration.

Région 4

Réseau d'inclusion communautaire Nord-Ouest

Organisme(s) d'accueil :

L'Atelier R.A.D.O. inc.

Collectivités desservies :

Comté de Madawaska, Grand-Sault, Drummond

Investissement de la SIES dans les projets en 2015-2016 :

97 248 \$

Total des contributions par la collectivité :

406 245 \$

Valeur totale des projets :

503 493 \$

Pourcentage de l'investissement de la collectivité :

80 %

Nombre de participants :

346

Projets financés par la SIES en 2015-2016 :

- Projet Vitrail – Projet axé sur l'orientation professionnelle qui offre le développement des habiletés, la formation et le placement d'emploi pour les étudiants de 15 à 29 ans inscrits à l'une des trois écoles alternatives.
- Terrap'art – Ateliers destinés aux jeunes, aux personnes âgées et aux personnes à besoins spéciaux qui partagent la passion et le talent pour les arts visuels, afin qu'ils puissent apprendre et démontrer leur talent artistique lors d'un symposium sur les arts visuels.
- Projet rétablissement (transition vers le travail) – Formation offerte en jardinage, plantation, récolte, conserves et rudiments en matière d'entretien extérieur aux personnes ayant des problèmes de santé mentale
- Service AUTO-nomie Transport – Service de transport abordable pour personnes vulnérables par navette, en exploitation dans la région d'Edmundston depuis février 2015.
- Service AUTO-nomie Transport (phase 2) – Mise en œuvre du plan d'affaires et campagne promotionnelle.
- Promotion et commercialisation du Centre Dexter – Élaboration d'un plan de marketing par le biais du renforcement des capacités, auprès des clients de la santé mentale.

Région 5

Réseau communautaire d'inclusion Restigouche

Collectivités desservies :

Comté de Restigouche

Investissement de la SIES dans les projets en 2015-2016 :

20 754 \$

Total des contributions par la collectivité :

187 873 \$

Valeur totale des projets :

208 627 \$

Pourcentage de l'investissement de la collectivité :

90 %

Nombre de participants :

237

Projets financés par la SIES en 2015-2016 :

- Réseau de sécurité alimentaire du Ristigouche.
- Le succès avant tout – Programme pour les jeunes axé sur la transition à la carrière.
- Coordinateur du transport communautaire – Recherche menant à la mise en œuvre d'une stratégie de transport communautaire dans le Restigouche.

Région 6

Réseau d'inclusion communautaire Chaleur

Organisme(s) d'accueil :

Centre des jeunes de Bathurst

Collectivités desservies :

Première Nation de Pabineau, New Bandon, Allardville, Beresford, Nigadoo, Petit-Rocher, Pointe-Verte, Bathurst.

Investissement de la SIES dans les projets en 2015-2016 :

83 640 \$

Total des contributions par la collectivité :

152 960 \$

Valeur totale des projets :

236 600 \$

Pourcentage de l'investissement de la collectivité :

64 %

Nombre de participants :

572

Projets financés par la SIES en 2015-2016 :

- De petits pas vers des relations saines – Aide aux adultes et enfants ayant des défis, dans le but de les aider à accroître leurs capacités et à améliorer les relations parents-enfants.
- Programme communautaire de bicyclette De zéro à vélo – Programme de remise à neuf de bicyclettes qui fait la promotion des vélos comme moyen de transport abordable pour les gens qui n'ont pas les moyens d'en avoir.
- Coopérative transport Chaleur (2^e phase) – Élaboration d'un système de transport alternatif pour la région Chaleur.
- Programme \$EN\$ÉE – Série d'ateliers sur la littératie financière à l'intention des personnes à faible revenu,

Région 7

Réseau d'inclusion communautaire de Northumberland

Organisme(s) d'accueil :

Miramichi Adult Learning Inc.

Collectivités desservies :

Miramichi et les environs

Investissement de la SIES dans les projets en 2015-2016 :

20 230 \$

Total des contributions par la collectivité :

927 \$

Valeur totale des projets :

14 812 \$

Pourcentage de l'investissement de la collectivité :

6 %

Nombre de participants :

308

Projets financés par la SIES en 2015-2016 :

- Renforcement des capacités en matière de sécurité alimentaire – Suite d'une série d'initiatives en matière de sécurité alimentaire dans la région de Miramichi. Les initiatives comprennent le programme de boîtes d'aliments frais, des jardins communautaires, des cuisines collectives et le programme des chefs.
- Trousse d'outils pour la famille en matière de littératie – Promotion des ressources d'apprentissage communautaires auprès des enfants des familles recevant de l'aide sociale dans le but d'accroître la littératie et établir des liens communautaires.
- Planification stratégique en matière de sécurité alimentaire – Établir un plan pour les cinq prochaines années.

Région 8

Vibrant Communities du comté de Charlotte

Collectivités desservies :

Comté de Charlotte

Investissement de la SIES dans les projets en 2015-2016 :

141 600 \$

Total des contributions par la collectivité :

419 909 \$

Valeur totale des projets :

558 009 \$

Pourcentage de l'investissement de la collectivité :

75 %

Nombre de participants :

1 963

Projets financés par la SIES en 2015-2016 :

- Formation des leaders – Formation pratique pour les jeunes à risque, renforcement d'équipe, planification de programmes, établissement de buts et développements des habiletés en leadership à St. Stephen.
- Camp Summer Slide – Programme de littératie et de numératie qui inclut l'activité physique et une alimentation saine pour les enfants de familles à faible revenu.
- Charlotte Dial-a-Ride – Programme de chauffeur bénévole dans le comté de Charlotte.
- Camp d'amélioration en littératie et numératie de l'école élémentaire Milltown offert aussi à Blacks Harbour
- Programme de préparation de portfolio – Acquisition d'habiletés pour la vie
- Cours intensifs en entrepreneuriat du comté de Charlotte – Appui et conseils aux entreprises de démarrage afin de les aider à éviter les pièges courants reliés au démarrage d'entreprise en milieu rural au Nouveau-Brunswick.
- Programmes de littératie du centre de ressources familiales pour les jeunes enfants du comté de Charlotte.
- Programme après-école d'amélioration de Blacks Harbour, printemps 2016 – Offrir davantage de programmes après-école à un plus grand nombre d'enfants et de familles.
- Initiative menant à l'emploi – Appui à l'emploi pour les clients de la santé mentale.
- Création d'occasions pour les étudiants et les familles du comté de Charlotte – Renforcement des initiatives communautaires ayant du succès.
- Club des garçons et filles de Grand Manan – Doubler le nombre d'espaces par le biais d'investissement dans les infrastructures.
- Établissement de l'infrastructure pour les aliments gratuits et locaux dans le comté de Charlotte – Développement d'une carte démontrant les aliments gratuits dans le comté de Charlotte.

Région 9

Réseau communautaire d'inclusion Centre du Nouveau-Brunswick

Collectivités desservies :

Une partie du comté de York, Blissfield, Ludlow, Doaktown, Harvey, McAdam, Nackawic

Investissement de la SIES dans les projets en 2015-2016 :

34 736 \$

Total des contributions par la collectivité :

53 631 \$

Valeur totale des projets :

88 368 \$

Nombre de participants :

594

Pourcentage d'investissement de la collectivité :

61 %

Projets financés par la SIES en 2015-2016 :

- Wheels to Meals – Rassemblement mensuel de personnes âgées afin de leur offrir des services de santé et de bien-être.
- Service de tutorat spécialisé pour les enfants ayant des troubles d'apprentissage à Barton
- Projet d'autobus de McAdam – Transport communautaire vers St. Stephen et Fredericton pour les résidents de McAdam.
- The Learning Edge – Tutorat et mentorat à la bibliothèque locale.

Région 10

Réseau d'inclusion communautaire Carleton-Victoria

Collectivités desservies :

Comté de Carleton et une partie du comté de Victoria

Investissement de la SIES dans les projets en 2015-2016 :

86 565 \$

Total des contributions par la collectivité :

241 401 \$

Valeur totale des projets :

327 966 \$

Nombre de participants :

1 728

Pourcentage d'investissement de la collectivité :

74 %

Projets financés par la SIES en 2015-2016 :

- Cercle d'apprentissage de la Première nation de Tobique – Dîner-causerie avec repas hebdomadaire offert aux aînés afin de les informer sur les services de santé et de mieux-être.
- Victorian CommuniTea Room – Entreprise sociale locale et carrefour de développement communautaire à Juniper.
- Perth Feed the Kids – Programme de déjeuner et de dîner dans les écoles élémentaires et intermédiaires.
- Réseau de sécurité alimentaire local – Inventaire des organismes qui œuvrent dans la sécurité alimentaire dans Carleton/Victoria.
- Cougar Kittens – Développement de la petite enfance par le biais de jeux inspirant la littératie et l'apprentissage.

Région 11

Réseau d'inclusion communautaire de Kent

Organisme(s) d'accueil :

Place aux compétences inc.

Collectivités desservies :

Comté de Kent

Investissement de la SIES dans les projets en 2015-2016 :

210 627 \$

Total des contributions par la collectivité :

427 396 \$

Valeur totale des projets :

638 023 \$

Nombre de participants :

159

Pourcentage d'investissement de la collectivité :

67 %

Projets financés par la SIES en 2015-2016 :

- Transport communautaire Kent – Programme de chauffeur bénévole offrant un service primordial aux personnes les plus vulnérables du comté de Kent.
- Compétences favorisant l'employabilité par le biais du bénévolat (2^e phase) – Centre de bénévolat dans le comté de Kent.
- Carrefour des compétences – Renforcement des habiletés menant à l'emploi pour les jeunes du comté de Kent.
- Centre de formation secondaire – École alternative pour favoriser l'achèvement des études secondaires et l'inscription aux études postsecondaires.
- Jeunes et jeunes de cœur – Programme intergénérationnel de littératie.
- Centre d'aptitudes communautaires de Kent – Conversion d'une banque alimentaire en carrefour d'entreprise sociale.

Région 12

Réseau d'inclusion communautaire Péninsule acadienne

Organisme(s) d'accueil :

Fondation communautaire de la Péninsule acadienne

Collectivités desservies :

Certaines parties du comté de Gloucester, Alnwick, Neguac, et secteurs des Premières Nations de Tabusintac et d'Eskinuopitijk.

Investissement de la SIES dans les projets en 2015-2016 :

492 479 \$

Total des contributions par la collectivité :

243 938 \$

Valeur totale des projets :

515 163 \$

Nombre de participants :

746

Pourcentage d'investissement de la collectivité :

47 %

Projets financés par la SIES en 2015-2016 :

- Création d'un tribunal de collaboration pour les victimes de violence dans la Péninsule acadienne.
- Projet artisanal – Création d'un centre d'artisanat pour les personnes âgées où on peut y créer, exposer et vendre de l'artisanat afin de recueillir des fonds pour les personnes à faible revenu.
- Déplacement Péninsule – Programme de transport communautaire (service de transport à la demande et covoiturage).
- Bien manger de façon abordable – Cuisine abordable pour les clients de la santé mentale.
- Ma communauté – Création de liens communautaires afin de réduire la solitude et l'isolement, et améliorer la santé.
- Forum mieux-être pour la Péninsule acadienne – Appui au transport pour les personnes à faible revenu qui ont participé à un forum sur le bien-être.
- Étude de faisabilité d'une coopérative d'habitation – Évaluation du succès éventuel d'un projet d'habitation dans la Péninsule acadienne.

Progrès des 28 mesures prioritaires

Ensemble pour vaincre la pauvreté 2

Mesure	État des mesures
Pilier 1 : Renforcement des capacités des communautés	
1. Favoriser le développement communautaire par la mobilisation des acquis des communautés.	En cours
2. Soutenir le développement de l'esprit d'entreprendre afin de favoriser l'inclusion économique et sociale.	En cours
3. Partager et communiquer l'information pour améliorer la coordination des activités communautaires et des initiatives régionales qui favorisent l'inclusion économique et sociale.	En cours
4. Soutenir la création d'un guichet unique visant à informer les gens à propos des programmes gouvernementaux et communautaires liée à l'inclusion économique et sociale.	En cours
5. Célébrer les meilleures pratiques et les histoires à succès des communautés.	En cours
6. Promouvoir la culture du bénévolat au sein de nos communautés.	En cours
7. Soutenir le lien entre les organismes et initiatives communautaires ciblant le bénévolat.	En cours
Pilier 2 : Apprentissage	
8. Renforcer et bâtir sur les capacités des parents, des familles, des tuteurs et des communautés à appuyer l'apprentissage des enfants et des jeunes.	En cours
9. Soutenir et promouvoir la littératie dans le développement de la petite enfance et l'éducation.	En cours
10. Étendre et collaborer au rayonnement et au soutien de concepts novateurs tels le concept d'écoles communautaires entrepreneuriales et les programmes scolaires basés en communauté.	En cours
11. Promouvoir les programmes après classe et le mentorat afin de favoriser le développement des compétences et appuyer la participation des enfants et des jeunes provenant de familles à faible revenu.	En cours
12. Appuyer les initiatives communautaires en matière de littératie, d'éducation financière, d'éducation des adultes, de développement des compétences et de préparation au milieu de travail.	En cours
13. Soutenir les initiatives d'apprentissage liées au développement de carrière et au service de conseils en matière d'emploi pour les personnes à faible revenu.	En cours
Pilier 3 : Inclusion économique	
14. Explorer le concept de revenu de subsistance.	En cours
15. Envisager la création d'une législation plus exhaustive sur l'équité salariale.	En cours
16. Promouvoir et soutenir l'inclusion dans les milieux de travail.	En cours
17. Appuyer le développement de conditions de travail flexibles afin de créer des occasions pour les individus confrontés à des barrières à l'emploi, et/ ou vivant des aptitudes et des disponibilités particulières.	En cours
18. Promouvoir l'entrepreneuriat.	En cours
19. Promouvoir le soutien aux entreprises locales et aux micro-entreprises.	En cours

Mesure	État des mesures
20. Promouvoir et soutenir le développement, la création et la viabilité des écosystèmes d'entreprises sociales.	En cours
Pilier 4 : Inclusion sociale	
21. Promouvoir et soutenir les initiatives communautaires liées à la préparation des aliments, la sécurité alimentaire et l'amélioration de l'accès à des aliments sains.	En cours
22. Favoriser la transition des banques alimentaires vers des centres communautaires d'alimentation	En cours
23. Promouvoir les initiatives visant la disponibilité d'aliments sains et la gestion et la coordination d'aliments dans les programmes alimentaires d'urgence.	En cours
24. Promouvoir la mise en place de programmes communautaires de petits déjeuners dans toutes les écoles publiques.	En cours
25. Soutenir la durabilité et la qualité des logements abordables actuels.	En cours
26. Promouvoir des solutions communautaires innovatrices en matière de logements abordables, accessibles et de qualité, et de communautés mixtes.	En cours
27. Développer une stratégie globale de transport rural et urbain pour la province.	En cours
28. Promouvoir et soutenir les systèmes de transports communautaires alternatifs.	En cours

Campagne Petits gestes, grande contribution

La SIES a organisé, du 23 novembre au 4 décembre 2015, la campagne de sensibilisation Petits gestes, grande contribution, visant à encourager les Néo-Brunswickois à faire des gestes de bénévolat pertinents.

La campagne a invité des personnes de divers horizons à faire des gestes simples dans les domaines de l'alphabétisation, de la sécurité alimentaire et des transports.

L'objectif était d'inspirer des personnes à participer au mouvement qui consiste à vaincre la pauvreté tout en apprenant davantage sur les défis que leurs concitoyens doivent relever quotidiennement. Les participants ont été invités à prendre des photos de leurs gestes, à les partager dans les médias sociaux et à encourager leurs amis, les membres de leur famille ainsi que leurs réseaux sociaux à en faire de même.

La campagne a permis de joindre des milliers de personnes par l'entremise des médias sociaux et s'est prolongée au-delà des deux semaines prévues.

Au cours de la campagne de deux semaines :

- Plus de 130 photos de petits gestes ont été partagées dans les médias sociaux comme Twitter, Facebook et Instagram et ont été affichées sur le flux en direct du [site Web de la campagne](#).
- Plus de 27 000 personnes ont regardé la vidéo de la campagne sur diverses plateformes.
- Le site Web a été visité plus de 2 300 fois.
- La page Facebook de la campagne a atteint plus de 78 000 personnes et a été aimée plus de 300 fois au cours de la campagne.

Le nombre total de participants à la campagne a atteint 79 165 personnes, soit un peu plus de 10 pour cent de la population du Nouveau-Brunswick. Dans le monde des médias sociaux, ce nombre est considéré comme étant « viral ».

Participation de la SIES à des rencontres et conférences

21 Inc.

211 Nouvelle-Écosse

Agence de la consommation en matière financière du Canada

Agence du revenu du Canada

Amis de Littérature au primaire

Association de logement sans but lucratif du NB

Association des foyers de soins du NB

Association multiculturelle du NB

Autorité de l'initiative de transport du Sud-Ouest du NB

Banque Scotia

Centraide Canada

Centraide Centre du NB

Centraide, région du grand Moncton

Centre des jeunes de Bathurst

Centre Falls Brook

Centre Pond Deshpande – Université du NB

CHSR – Station de radio étudiante de l'Université du NB

Cité de Saint John

Classe de leadership – École secondaire Leo Hayes

Coalition pour la petite enfance de Saint John

Coalition pour une saine alimentation et l'activité physique du NB

Collège communautaire du NB

Collège Renaissance

Comité consultatif sur la pauvreté

Comité consultatif sur le transport rural et urbain

Comité Nourishing Minds – Alimentation scolaire dans le grand Fredericton

Commission d'étude des services de garde

Communauté de pratique des dirigeants des gouvernements provinciaux et territoriaux (Tamarack)

Community Economic Development Investment Funds (NÉ)

Community Food Smart Fredericton

Conférence – Villes ayant des initiatives de réduction de la pauvreté

Conseil atlantique pour la coopération internationale

Conseil de la Santé du NB

Conseil du NB sur le vieillissement

Consultation sur la Stratégie d'alphabétisation du NB

Co-operative Enterprise Council du NB

Croix Rouge canadienne

Défenseur des enfants et de la jeunesse du NB

Déterminants sociaux de la santé

Direction de l'égalité des femmes du NB

District francophone du Nord-Ouest

Droit à l'information du NB

Écoles qui font la promotion de la santé – District scolaire anglophone de l'ouest

EducAvenir
 Emploi et développement social Canada
 Festival d'idées
 Fond de prêt communautaire de Saint John
 Fondation communautaire de Saint John
 GovMaker
 Green Nexxus
 Groupe d'action communautaire sur l'itinérance de Fredericton
 Groupe de conducteurs bénévoles porte-à-porte
 Groupe de travail pour une saine alimentation
 Groupe de travail sur les milieux bâtis sains
 Human Development Council
 Information Morning (radio CBC)
 Initiative anti-pauvreté des entreprises de Saint John
 Initiative conjointe de développement économique
 Institut d'été de la région de l'Atlantique
 Institut Roberston pour le développement communautaire
 Institute for Research, Data and Training – NB
 Laboratoires d'innovation à Planet Hatch
 Living SJ
 Ministère de l'Éducation postsecondaire, de la Formation et du Travail du NB
 Ministère de l'Environnement et des Gouvernements locaux du NB
 Ministère de la Santé du NB
 Ministère des Finances du NB
 Ministère des Transports et de l'Infrastructure du NB
 Ministère du Développement social du NB
 Ministère du Développement social et de l'Innovation sociale de la Colombie-Britannique
 NB Publishing
 Noulabs
 Planet Hatch
 Prosper Canada
 Rencontre provinciale des Mentors communautaires en alimentation
 Réseaux d'inclusion communautaire (RIC)

- Coopérative Réseau d'inclusion communautaire Westmorland-Albert Itée
- Innovation sociale de la région de Fredericton
- Réseau d'inclusion communautaire Carleton-Victoria
- Réseau d'inclusion communautaire Centre du Nouveau-Brunswick
- Réseau d'inclusion communautaire Chaleur
- Réseau d'inclusion communautaire de Kent
- Réseau d'inclusion communautaire de Northumberland
- Réseau d'inclusion communautaire Nord-Ouest
- Réseau d'inclusion communautaire Péninsule acadienne
- Réseau d'inclusion communautaire Restigouche
- *Vibrant Communities* – Comté de Charlotte
- *Vibrant Communities* Saint John et Sussex/Living SJ

 Réseau d'éducation financière du NB
 Réseau d'action sur la sécurité alimentaire du NB
 Réseau de recherche sur les politiques sociales du NB
 Réseau des champions du Bon d'études canadien

Right to play
Santé publique, région de Fredericton
Secrétariat des affaires autochtones
Service Canada
Service des bibliothèques publiques du NB
Service Nouveau-Brunswick
Sistema NB et ses cinq succursales
Sommet du premier ministre sur l'inclusion économique
Sommet national sur la réduction de la pauvreté
The Shift

Résumé des activités de recrutement

Conformément à l'article 20 (1 et 2) de la *Loi sur l'inclusion économique et sociale*, la Société peut procéder à la nomination d'employés fondé sur le mérite.

Au 31 mars 2016, la Société comptait cinq employés permanents et un poste vacant.

Langues officielles

La SIES reconnaît ses obligations en matière de langues officielles et s'est engagée à offrir activement et à fournir des services de qualité aux citoyens dans la langue officielle de leur choix et selon tous les modes de prestation de services. Les RIC et leurs partenaires sont aussi assujettis à la *Loi sur les langues officielles*.

La SIES s'efforce d'offrir ses services dans les deux langues officielles, non seulement pour se conformer à la loi, mais surtout pour faire la promotion de la valeur d'inclusion bien ancrée et à la base de la Société et du plan EVP.

La stratégie sur les langues officielles de la SIES vient consolider la position de la Société vis-à-vis des langues officielles. Elle fournit également aux RIC les outils nécessaires afin qu'ils puissent servir les Néo-Brunswickois dans la langue officielle de leur choix.

Au cours de l'exercice se terminant le 31 mars 2016, la SIES a poursuivi ses efforts de promotion, de vérification et de soutien aux langues officielles à l'interne, avec les RIC et les partenaires externes, conformément à sa stratégie.

Faits saillants des activités

Pour plus de détails, veuillez consulter les divers rapports de la SIÉS www.gnb.ca/pauvreté

2008	
Octobre	Annonce de l'initiative d'engagement public visant à adopter un plan de réduction de la pauvreté au N.-B.
2009	
Janvier à avril	Dialogues publics
Juin à septembre	Tables rondes
12 et 13 novembre	Forum final menant à l'adoption d' <i>Ensemble pour vaincre la pauvreté : Le Plan d'inclusion économique et sociale du N.-B.</i>
Décembre	Prolongement de la carte médicale pendant trois ans pour les personnes qui quittent l'aide sociale
2010	
Janvier	Élimination de l'aide temporaire du programme d'aide au revenu
Janvier	La politique économique relative aux ménages s'applique désormais seulement aux bénéficiaires de l'aide au revenu qui sont en relation de couple
Avril	Adoption de la <i>Loi sur l'inclusion économique et sociale</i>
Avril	Financement stable aux refuges pour sans-abri pendant cinq ans.
Avril	Modifications apportées à la Loi sur la location de locaux d'habitation pour protéger les résidents
Avril	Augmentation du salaire minimum à 8,50\$ l'heure
Mai	Nomination du Président et des co-présidents de la SIÉS
Juin	Nomination des autres membres du CA de la SIÉS
Juin	Première rencontre du CA
Septembre	Augmentation du salaire minimum à 9 \$ l'heure
Octobre	Investissement dans l'apprentissage précoce et les services de garde
Août à janvier 2011	La SIÉS embauche son personnel

2011	
Janvier	Première rencontre des trois comités consultatifs
Février à octobre	Établissement des 12 réseaux d'inclusion communautaire (RIC)
Avril	Augmentation du salaire minimum à 9,50\$ l'heure
Août	Prestations pour la garde d'enfants, l'aide au chauffage et la santé sont liées dans la mesure du possible au revenu familial.
Novembre	Début du financement des RIC pour appuyer les initiatives en matière de transport et d'apprentissage communautaires
2012	
Avril	Augmentation du salaire minimum à 10\$ l'heure
Juin	Conférence provinciale sur le transport communautaire
Juin	Le comité consultatif sur les soins de la santé présente au gouvernement son rapport sur les soins dentaires et de la vue
Juin	Le comité consultatif sur l'entreprise sociale et les fonds d'investissement communautaire (ESFIC) présente son rapport au gouvernement
Septembre	Lancement du programme <i>De beaux sourires et une bonne vision</i> pour les enfants des familles à faible revenu
Octobre	Le comité consultatif sur la réforme de l'aide sociale présente son rapport au gouvernement
2013	
Mai	Établissement d'un groupe de travail interministériel sur le transport
Octobre	Restructuration et hausse des taux d'aide sociale
Octobre	Refonte de la politique économique des ménages
Octobre	Hausse des possibilités de gains monétaires pour les bénéficiaires de l'aide sociale qui font la transition vers le travail
Octobre	Changements aux exemptions de salaire pour inclure un supplément au revenu
Septembre à octobre	Dialogues publics <i>Ensemble pour vaincre la pauvreté 2</i>
Septembre à octobre	Rencontres avec les associations régionales et provinciales
Octobre à avril 2014	Élaboration d' <i>Ensemble pour vaincre la pauvreté : Le Plan d'inclusion économique et sociale 2014-2019</i>
Octobre	Première rencontre du groupe de travail interministériel pour les personnes vivant en pauvreté
Décembre	Annonce du <i>Régime médicaments du N.-B.</i>

2014	
Février	Annonce par le gouvernement de la création des fonds d'investissements communautaires et du crédit d'impôt pour les petites et moyennes entreprises à la suite des recommandations du comité consultatif (ESFIC)
Mai	Présentation d' <i>Ensemble pour vaincre la pauvreté : Le Plan d'inclusion économique et sociale du Nouveau Brunswick 2014-2019</i>
Mai	Lancement du Régime médicaments du Nouveau-Brunswick
Octobre	Nouvelle exemption salariale pour les personnes ayant un handicap, dans le cadre de la réforme de l'aide sociale
Novembre	Conclusion de EVP1
Décembre	Début de EVP2
Décembre 2014	Augmentation du salaire minimum à 10,30\$ l'heure
2015	
Mars 2015	Lancement du Fonds d'emploi pour les jeunes pour aider à créer des emplois
Avril 2015	Première réunion du comité consultatif sur les systèmes de transport
Mai 2015	EVP reçoit un prix national prix en matière de réduction de la pauvreté au Nouveau-Brunswick (Catégorie : provinces et municipalités qui travaillent en partenariat)
Juin 2015	Présentation publique de <i>L'impact du plan d'inclusion économique et sociale du Nouveau-Brunswick 2009-2014</i>
Novembre et décembre	La SIÉS tient une campagne de sensibilisation <i>Petits gestes, grande contribution</i> de 2 semaines, pour faire la promotion du bénévolat
2016	
Janvier	Sommet du premier ministre sur l'inclusion économique
Février	Conversation communautaire sur l'équité en santé

États financiers

**Société d'inclusion économique et sociale
du Nouveau-Brunswick**

**États financiers
Le 31 mars 2016**

Société d'inclusion économique et sociale du Nouveau-Brunswick

Table des matières

Le 31 mars 2016

	Page
Rapport du vérificateur indépendant	
États financiers	
État de la situation financière	1
État des résultats et de l'évolution de l'excédent accumulé	2
État des flux de trésorerie	3
Notes afférentes aux états financiers	4 - 6



Independent Auditor's Report

À l'intention du : Conseil d'administration de la Société d'inclusion économique et sociale du Nouveau-Brunswick

Rapport sur les états financiers

Nous avons vérifié les états financiers ci-joints de la Société d'inclusion économique et sociale du Nouveau-Brunswick, qui comprennent l'état de la situation financière au 31 mars 2016, l'état des résultats et de l'évolution de l'excédent accumulé et l'état des flux de trésorerie pour l'exercice terminé à cette date, ainsi qu'un sommaire des principales conventions comptables et d'autres informations explicatives.

Responsabilité de la direction à l'égard des états financiers

La direction est responsable de la préparation et de la présentation fidèle de ces états financiers conformément aux normes comptables canadiennes pour le secteur public, ainsi que du contrôle interne qu'elle considère comme nécessaire pour permettre la préparation d'états financiers exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs.

Responsabilité du vérificateur

Notre responsabilité consiste à exprimer une opinion sur les états financiers, sur la base de notre vérification. Nous avons effectué notre vérification selon les normes de vérification généralement reconnues au Canada. Ces normes requièrent que nous nous conformions aux règles de déontologie et que nous planifions et réalisons la vérification de façon à obtenir l'assurance raisonnable que les états financiers ne comportent pas d'anomalies significatives.

Une vérification nécessite la mise en œuvre de procédures en vue de recueillir des éléments probants concernant les montants et les informations fournis dans les états financiers. Le choix des procédures relève du jugement du vérificateur, et notamment de son évaluation des risques que les états financiers comportent des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs. Dans l'évaluation de ces risques, le vérificateur prend en considération le contrôle interne de l'entité portant sur la préparation et la présentation fidèle des états financiers afin de concevoir des procédures de vérification appropriées aux circonstances, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne de l'entité. Une vérification comporte également l'appréciation du caractère approprié des méthodes comptables retenues et du caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, de même que l'appréciation de la présentation d'ensemble des états financiers.

Nous estimons que les éléments probants que nous avons obtenus sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion de vérification.

Opinion

À notre avis, les états financiers donnent, à tous les égards importants, une image fidèle de la situation financière de la Société d'inclusion économique et sociale du Nouveau-Brunswick au 31 mars 2016, ainsi que des résultats de ses opérations et de ses flux de trésorerie pour l'exercice terminé à cette date conformément aux normes comptables canadiennes pour le secteur public.

Fredericton (Nouveau-Brunswick)
Le 6 juillet 2016

Société d'inclusion économique et sociale du Nouveau-Brunswick

État de la situation financière

Le 31 mars 2016

	2016	2015
ACTIF FINANCIER		
À recevoir d'un apparenté, le gouvernement du Nouveau-Brunswick (note 3)	<u>3 320 229 \$</u>	<u>3 047 830 \$</u>
PASSIF		
Créditeurs et charges à payer (note 4)	35 678 \$	31 606 \$
EXCÉDENT ACCUMULÉ		
Excédent	<u>3 284 551</u>	<u>3 016 224</u>
	<u>3 320 229 \$</u>	<u>3 047 830 \$</u>

Approuvé au nom du conseil d'administration

Monique Richard

Administrateur _____

[Signature]

Administrateur _____

Société d'inclusion économique et sociale du Nouveau-Brunswick

Etat des résultats et de l'évolution de l'excédent accumulé

Exercice terminé le 31 mars 2016

	2016	2015
Recettes		
Province du Nouveau-Brunswick	<u>2 790 000 \$</u>	<u>2 790 000 \$</u>
Dépenses liées aux programmes		
Réseaux d'inclusion communautaire	750 000	750 000
Subventions pour projets d'action communautaire (apprentissage)	463 501	398 676
Subventions pour le transport communautaire	330 359	342 760
Financement spécial pour projets d'impact	250 000	206 300
Dépenses du conseil d'administration	20 553	22 101
Sommet sur l'inclusion économique	11 186	-
Autres subventions	4 000	-
Ensemble pour vaincre la pauvreté 2	-	28 372
Projet sur l'entreprise sociale	-	7 576
	<u>1 829 599</u>	<u>1 755 785</u>
Charges d'exploitation		
Salaires et avantages connexes	503 431	476 011
Services	121 235	98 616
Comités consultatifs	31 147	4 849
Déplacements	26 787	25 304
Téléphone	7 664	10 119
Fournitures	1 389	3 022
Frais informatiques	421	100
	<u>692 074</u>	<u>618 021</u>
Excédent des recettes sur les dépenses	268 327	416 194
Évolution de l'excédent accumulé, à l'ouverture	<u>3 016 224</u>	<u>2 600 030</u>
Évolution de l'excédent accumulé, à la clôture	<u>3 284 551 \$</u>	<u>3 016 224 \$</u>

Société d'inclusion économique et sociale du Nouveau-Brunswick

État des flux de trésorerie
Exercice terminé le 31 mars 2016

	2016	2015
Activités d'exploitation		
Encaissements provenant de la Province du Nouveau-Brunswick	2 507 601 \$	2 387 857 \$
Décaissements destinés aux fournisseurs et aux employés	<u>(2 507 601)</u>	<u>(2 387 857)</u>
Variation de l'encaisse	-	-
Trésorerie à l'ouverture	<u>-</u>	<u>-</u>
Trésorerie à la clôture	<u><u>- \$</u></u>	<u><u>- \$</u></u>

Société d'inclusion économique et sociale du Nouveau-Brunswick

Notes afférentes aux états financiers

Le 31 mars 2016

1. Nature des activités

La Société d'inclusion économique et sociale est une société de la Couronne du Nouveau-Brunswick créée en vertu d'une loi spéciale le 16 avril 2010. La Société est exonérée d'impôt selon l'alinéa 149(1)(d) de la LIR.

Cette société a été créée dans le cadre du plan provincial pour assurer le partenariat continu des citoyens du Nouveau-Brunswick à l'élaboration, à l'adoption, à la mise en œuvre et à l'évaluation du Plan d'inclusion économique et sociale. La vision du Plan consiste à faire en sorte que tous les citoyens disposent des ressources nécessaires pour répondre à leurs besoins fondamentaux tout en vivant dans la dignité, dans la sécurité et en bonne santé.

Les buts et objets premiers de la Société sont les suivants:

- a) assurer la mise en œuvre et l'évaluation du plan provincial ainsi que l'élaboration et l'adoption de tout autre plan d'inclusion économique et sociale;
- b) coordonner et appuyer les réseaux d'inclusion communautaires dans l'élaboration de leurs plans locaux et la réalisation des objectifs du plan provincial énoncés dans leurs plans locaux;
- c) gérer le Fonds de l'inclusion économique et sociale créé en vertu de la *Loi sur l'inclusion économique et sociale*;
- d) exercer les autres activités ou fonctions qu'autorisent ou exigent la *Loi sur l'inclusion économique et sociale* et les règlements connexes, tel que l'ordonne le lieutenant-gouverneur en conseil.

2. Principales conventions comptables

Les présents états financiers ont été dressés selon les normes comptables canadiennes pour le secteur public. Les principales conventions comptables sont les suivantes :

(a) Constatation des produits

La Société suit la méthode du report pour la constatation des subventions reçues à l'égard d'activités et de projets particuliers. Les subventions à utiliser à des fins déterminées sont comptabilisées à titre de produits au cours de la période où les charges connexes sont engagées. Lorsqu'une partie d'une subvention se rapporte à une période ultérieure, elle est reportée et constatée au cours de la période suivante.

Les subventions non affectées sont constatées à titre de produits lorsqu'elles sont reçues ou à recevoir si le montant à recevoir peut faire l'objet d'une estimation raisonnable et que sa réception est raisonnablement assurée. Les subventions approuvées mais non reçues à la fin d'une période comptable sont constatées par régularisation.

La société reçoit actuellement la totalité de son financement du gouvernement du Nouveau-Brunswick.

Société d'inclusion économique et sociale du Nouveau-Brunswick

Notes afférentes aux états financiers

Le 31 mars 2016

2. Principales conventions comptables (suite)

(b) Immobilisations

La Société comptabilise les dépenses d'immobilisations de moins de 10 000 \$ à titre de dépenses engagées de la période visée.

(c) Apports reçus sous forme de fournitures et de services

Le gouvernement du Nouveau Brunswick procure sans frais divers fournitures et services à la Société, notamment les immobilisations, la technologie de l'information, les services comptables et de ressources humaines, les frais d'occupation et autres services de soutien administratif. En raison de la difficulté à déterminer la juste valeur des apports reçus sous forme de fournitures et de services, ceux-ci ne sont pas constatés dans les présents états financiers.

(d) Régimes de retraite et autres régimes d'avantages complémentaires de retraite

Les employés à temps plein de la Société cotisent au Régime à risques partagés dans les services publics du Nouveau-Brunswick. Le régime est défini comme un régime interentreprises à prestations déterminées auquel cotisent la Société et ses employés. Les cotisations de l'employeur à ce régime sont comptabilisées comme un régime à cotisations déterminées, puisque l'obligation de la Société se limite au montant de ces cotisations.

(e) Instruments financiers

L'organisation évalue initialement son actif et son passif financiers à la juste valeur marchande, sauf pour certaines opérations avec lien de dépendance. La Société évalue ultérieurement son actif et son passif financiers au coût amorti, à l'exception des titres cotés sur un marché actif, qui sont inscrits subséquemment à leur juste valeur.

L'actif financier évalué au coût amorti comprend les débiteurs. Le passif financier évalué au coût amorti comprend les créditeurs et les charges à payer.

(f) Incertitude d'évaluation

La préparation d'états financiers conformément aux normes comptables canadiennes pour le secteur public exige que la direction établisse des estimations et des hypothèses comptables ayant une incidence sur les montants déclarés de l'actif et du passif et sur la présentation du passif éventuel à la date des états financiers, ainsi que sur les montants déclarés des recettes et des charges constatées au cours de la période visée. Il est donc possible que les résultats réels diffèrent de ces estimations.

Société d'inclusion économique et sociale du Nouveau-Brunswick

Notes afférentes aux états financiers

Le 31 mars 2016

3. Opérations entre apparentés

Le gouvernement du Nouveau-Brunswick paie la totalité des frais au nom de la Société tout au long de l'exercice.

Le montant à recevoir du gouvernement du Nouveau-Brunswick représente le montant dû à la Société pour l'excédent du financement approuvé sur les dépenses engagées.

Au cours de l'exercice, le gouvernement du Nouveau-Brunswick a autorisé un financement totalisant 2 790 000 \$ (2015 - 2 790 000 \$).

	<u>2016</u>	<u>2015</u>
À recevoir du gouvernement du Nouveau-Brunswick	<u>3 320 229 \$</u>	<u>3 047 830 \$</u>

4. Crédoeurs et charges à payer

	<u>2016</u>	<u>2015</u>
Frais de vérification constatés	7 500 \$	7 500 \$
Congés annuels accumulés	<u>28 178</u>	<u>24 106</u>
	<u>35 678 \$</u>	<u>31 606 \$</u>

5. Chiffres comparatifs

Les états financiers ont été reclassés, le cas échéant, afin que leur présentation soit conforme à celle de l'exercice en cours. Ces modifications n'ont pas d'incidence sur les bénéfices de l'exercice précédent.